

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 20/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SATM

1327 Avenue de la Houille Blanche ZI de Bissy
73 000 Chambéry

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2023 dans l'établissement SATM implanté 1327 avenue de la Houille Blanche ZI de Bissy 73 000 Chambéry. L'inspection a été annoncée le 16/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes. La précédente visite d'inspection avait, pour rappel, été réalisée en septembre 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SATM
- 1327 avenue de la Houille Blanche ZI de Bissy 73 000 Chambéry
- Code AIOT : 0006104362
- Régime : autorisation

La Société Auxiliaire de Transport et de Matériel (SATM) appartient au groupe VICAT depuis 1989. Elle est spécialisée dans les transports de produits pondéreux, gazeux et liquides en citerne, de matériaux en benne et de produits conditionnés en plateau. L'établissement de Chambéry – au sein duquel sont en particulier exploitées des installations de stockage et de distribution de carburants et de gaz inflammables liquéfiés – est rattachée à l'agence de Saint Quentin Fallavier en Isère.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative (rubriques ICPE, dossier installation classée) ;
- contrôle périodique ;
- surveillance des émissions sonores.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rubriques ICPE	Code de l'environnement, article R. 511-9	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Dossier « installation classée »	AMPG du 15/04/2010, annexe I point 1.4	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contrôle périodique	AMPG du 15/04/2010, annexe I point 1.1.2	Sans objet
4	Surveillance des émissions sonores	AMPG du 15/04/2010, annexe I point 8.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de mettre à jour la situation administrative de l'établissement et de constater que l'exploitant a une bonne connaissance des installations qu'il exploite sur son site de Chambéry.

Des demandes de précisions sont toutefois attendues de la part de l'exploitant et il appartient à ce dernier de régulariser sa situation en répondant aux propositions formulées par l'inspection des installations classées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : La situation administrative de l'établissement avait été mise à jour à la suite de visite d'inspection réalisée en 2016. Cette visite avait pour rappel été réalisée en réponse aux courriers adressés par l'exploitant en 2015 suite aux modifications de la nomenclature des ICPE. La visite d'inspection de 2023 a de nouveau été l'occasion d'actualiser la situation administrative de l'établissement SATM.
Rubrique 1414-4 (A): L'exploitant dispose d'un récépissé de déclaration initiale du 26/07/2000 pour la rubrique 1414-3.

La nomenclature des ICPE a été modifiée en 2014 avec en particulier la création de la rubrique 1414-4 relevant du régime de l'autorisation (pas de seuil de classement). La rubrique 1414-3 n'étant pas adapté à l'activité de chargement/déchargement de citernes, l'exploitant a demandé à bénéficier des droits acquis par courriers des 02/09/2015 et 28/09/2015. Le classement des installations sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1414-4 a été confirmé par l'inspection des installations et l'exploitation de ces installations a été encadré par les arrêtés préfectoraux portant prescriptions complémentaires du 04/05/2016, 13/10/2017 et 10/10/2018.

Lors de la visite d'inspection de décembre 2023, l'exploitant a indiqué qu'aucune modification n'avait été apportée à cette installation. La quantité de gaz inflammables liquéfiés susceptible d'être présente dans l'installation reste égale à 42 tonnes.

Rubrique 4718-2 (DC):

L'exploitant dispose d'un récépissé de déclaration initiale du 19/09/2002 pour la rubrique 1412-2-b. La nomenclature des ICPE a été modifiée par décret en 2014. La rubrique 1412 a été supprimée à compter du 01/06/2015 et remplacée par la rubrique 4718. Par courrier du 02/09/2015, l'exploitant a demandé à bénéficier des droits acquis au titre de la rubrique 4718-2. L'exploitant dispose ainsi d'un récépissé de la déclaration du bénéfice des droits acquis du 28/06/2016.

Lors de la visite d'inspection de décembre 2023, l'exploitant a indiqué qu'aucune modification n'avait été apportée à cette installation. La quantité de gaz inflammables liquéfiés susceptible d'être présente dans l'installation reste égale à 42 tonnes.

Rubrique 1435-2 (DC):

L'exploitant dispose d'un récépissé de déclaration initiale du 15/10/2001 pour la rubrique 1434-1-b. La nomenclature des ICPE a été modifiée par décret en 2010 (modification de la rubrique 1434 et création de la rubrique 1435). Par courrier du 28/10/2010, l'exploitant a demandé à bénéficier du bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1435. Il dispose à ce titre du récépissé de déclaration du bénéfice des droits acquis du 16/05/2011 au titre de la rubrique 1435-3.

La nomenclature a été modifiée depuis 2010. L'installation de distribution de carburants exploitées par SATM au sein de son établissement de Chambéry est aujourd'hui classée sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 1435-2.

Au vu des échanges ayant eu lieu avec l'exploitant lors de la visite d'inspection, ce dernier doit confirmer le volume annuel de carburant liquide distribué.

Rubrique 4734-1 (NC):

L'exploitant dispose d'un récépissé de déclaration initiale du 15/10/2001 pour la rubrique 1432-2-b. La nomenclature des ICPE a été modifiée par décret en 2014. La rubrique 1432 a été supprimée à compter du 01/06/2015 et remplacée par la rubrique 4734. Par courrier du 28/09/2015 l'exploitant a demandé à bénéficier des droits acquis au titre de la rubrique 4734-2-c. Par courrier du 05/04/2016, l'exploitant a indiqué s'être trompé de rubrique dans son courrier du 28/09/2015 et a précisé que son installation de stockage de carburants était classable au titre de la rubrique 4734-1-c relative aux cavités souterraines et aux stockages enterrés. Il a précisé que son installation était non classée au vu des quantités et des produits stockés.

Le déclassement de l'installation de stockage au titre de la rubrique 4734-1 de la nomenclature des ICPE a été confirmé au travers du courrier préfectoral du 13/04/2016.

Rubrique 2930-1 (NC):

SATM exploite un atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur d'une superficie d'environ 500 m². Cette activité relève de la nomenclature des ICPE mais n'est pas classée en raison de la superficie de l'atelier qui est inférieur au seuil de classement de 2000 m².

L'exploitant a précisé qu'aucune modification n'avait été apportée à cette installation.

<p>Rubrique 2795-2 (cessation):</p> <p>L'exploitant dispose d'un récépissé de déclaration initiale du 16/05/2011 pour la rubrique 2795-3. Par courrier du 16/08/2021, l'exploitant a informé de l'arrêt de l'exploitation de la station de lavage de son établissement de Chambéry et a transmis la copie des factures des bétons ayant servi au remblaiement de la zone dans laquelle était exploitée la station.</p> <p>Aucun élément relatif à la déclaration de cessation d'activités n'est cependant disponible dans le fond de dossier du suivi de cet établissement.</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a procédé à l'évacuation des équipements et à la mise en sécurité de l'ancienne installation. La zone dans laquelle elle était exploitée est désormais louée à un tiers qui exerce une activité de réparation de véhicules à moteur.</p> <p>L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Savoie de délivrer à SATM le récépissé de cessation d'activité au titre de la rubrique 2795-2.</p> <p>La situation administrative actualisée de l'établissement est donc la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1414-4 (A) : 42 tonnes. • 4718-2 (DC) : en attente de confirmation de l'exploitant ; • 1435-2 (DC) : en attente de confirmation de l'exploitant. <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Dossier « installation classée »

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I point 1.4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative,</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dossier de déclaration ; • les plans tenus à jour, c'est-à-dire le plan général d'implantation et le plan des tuyauteries. Pour les installations existantes, le plan des tuyauteries concerne les tuyauteries mises en place après le 3 avril 2003 ; • « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; • les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; • les autres documents prévus aux différents articles du présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant conserve les documents relatifs à l'exploitation des installations classées de son établissement dans 2 dossiers distincts (stockage et distribution de gaz / stockage et distribution de carburants). Les documents de ces dossiers sont majoritairement disponibles au format papier. Un contrôle par sondage a été réalisé sur le dossier relatif au stockage et à la distribution de gaz. L'exploitant n'a pas été en mesure de tenir à la disposition de l'inspection des installations classées tous les documents sur lesquels il a été interrogé.</p> <p>L'exploitant doit vérifier que les dossiers relatifs aux installations classées qu'il exploite au sein de son établissement de Chambéry contiennent l'ensemble des documents visés par les prescriptions des différents arrêtés ministériels applicables.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I point 1.1.2
Thème(s) : Autre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport QUALICONSULT relatif au contrôle périodique de l'installation classée au titre de la rubrique 1435 effectué le 26/11/2020 (le précédent contrôle avait été réalisé le 19/05/2015). Le contrôle a mis en avant 5 non-conformités majeures (NCM) et 6 autres non-conformités (ANC). L'exploitant n'a pas transmis d'échéancier de mise en conformité avant le mois de mars 2021 et n'a pas fait de demande écrite pour un contrôle complémentaire avant le mois de décembre 2021.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté de rapport relatif au contrôle périodique d'une installation classée au titre d'une autre rubrique.</p> <p>L'exploitant a présenté le courriel du 02/10/2020 de confirmation de la prestation sollicitée auprès de l'organisme agréé QUALICONSULT (contrôle périodique de la station service, rubriques : 1414/1432/1434/1435). La prestation sollicitée n'était pas cohérente avec la situation administrative de l'établissement.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il lui appartient de connaître la situation administrative de son établissement afin de déterminer l'ensemble des installations susceptibles de faire l'objet d'un contrôle périodique.</p> <p>Les installations exploitées par SATM étaient historiquement toutes classées sous le régime de la déclaration / déclaration avec contrôle. Suite à une modification de la nomenclature des ICPE, l'activité de distribution de gaz a été classée sous le régime de l'autorisation. Cette activité est désormais encadrée au travers de différents arrêtés préfectoraux portant prescriptions complémentaires. Suite au déclassement de l'activité de stockage de carburants en 2016, les activités de stockage de gaz (4718) et de distribution de carburants (1435) sont désormais les seules susceptibles de faire l'objet d'un contrôle périodique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I point 8.1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Pour les installations existantes (déclarées ou autorisées au titre de la rubrique 1434 avant la date de publication du présent arrêté augmentée de six mois), la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté. L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : [...] De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus. Sur demande de l'inspection des installations classées, des mesures de bruit sont réalisées, aux frais de l'exploitant, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.
Constats : Les interlocuteurs rencontrés ont indiqué qu'aucune surveillance des niveaux sonores générés par l'exploitation des installations n'a été mise en place depuis la création de l'établissement. Aucun rapport de mesures des niveaux sonores n'était par conséquent disponible dans le dossier installations classées de l'établissement. L'historique du suivi de cet établissement permet toutefois de constater qu'il n'a pas fait l'objet d'un signalement pour nuisances sonores au cours des dernières années. L'inspection des installations classées rappelle toutefois à l'exploitant qu'il lui appartient de respecter les prescriptions relatives aux valeurs limites des émissions sonores en limite et propriété et/ou en zone à émergence réglementée. Il est également rappelé à l'exploitant qu'il peut être prescrit, en cas de besoin et à ses frais, la réalisation de mesures de bruit par une personne ou par un organisme qualifié.
Type de suites proposées : Sans suite